

Overwegende dat gevolg gegeven moet worden aan de gegronde aanvraag van de Gemeentelijke basisscholen van BEAURAING, AYWAILLE, GOUVY, GELDENAKEN, YVOIR, VRESSE-SUR-SEMOIS, RENDEUX, MANHAY, VIRTON en MORLANWELZ, TROOZ en van de basisscholen van de Franse Gemeenschap van FLORENNES en HOTTON; dat dit het onderwerp is van artikel 3 van dit besluit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juni 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2003;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 juni 2003,

Besluit :

Artikel 1. De organisatie van een overgangsklas wordt voor het schooljaar 2003-2004 in de volgende schoolinrichtingen toegelaten :

1. « Ecole du Sacré-Cœur et de Saint-Josse », Kardinaalstraat 32, te 1000 BRUSSEL;
2. « Ecole Magellan », Lenghentierstraat 6-14, te 1000 BRUSSEL;
3. Basisschool nr. 8 « Frédéric de Jongh », Gaucheretstraat 124A, te 1030 SCHAARBEEK;
4. Schoolgroep « Les Jardins d'Elise » - School nr. 12 van Elsene, Elizastraat 100, te 1050 ELSENE;
5. Verbonden basisschool « Serge Creuz » - Sint-Jans-Molenbeek, Voorspoedstraat 14, te 1080 SINT-JANS-MOLENBEEK;
6. « Institut Imelda », steenweg op Ninove 132, te 1080 SINT-JANS-MOLENBEEK;
7. Verbonden basisschool Victor Horta - Saint-Gilles, Lyceumstraat 8, te 1060 BRUSSEL;
8. « Centre scolaire Saint-Gilles Sainte-Marie », Emile Feronstraat 9, te 1060 BRUSSEL;
9. Instituut « La Sagesse », Warmoesstraat 74, te 1210 SINT-JOOST-TEN-NODE;
10. « Ecole des Six-Jetons » - Zespenningenstraat 55, te 1000 BRUSSEL;
11. Gemeenteschool nr. 1, Josaphatstraat 229, te 1030 SCHAARBEEK;
12. Gemeenteschool « Les Marronniers », Doverstraat 80, te 1070 ANDERLECHT.

Art. 2. De organisatie van een overgangsklas wordt voor het schooljaar 2003-2004 op de gemeentelijke basisschool van het Centrum, rue des Ecoles te RIXENSART toegelaten.

Art. 3. De organisatie van een overgangsklas wordt voor het schooljaar 2003-2004 toegelaten in de Gemeentelijke basisscholen van BEAURAING, TROOZ, GOUVY, GELDENAKEN, AYWAILLE, YVOIR, VRESSE-SUR-SEMOIS, RENDEUX, MANHAY, VIRTON en MORLANWELZ, alsmede in de basisscholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap te FLORENNES en HOTTON.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Het besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Brussel, 19 juni 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3436

[C — 2003/29417]

15 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment les articles 20 à 24;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment les articles 19 et 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment l'article 8, tel que modifié par l'arrêté du 20 juin 2002;

Vu l'avis de la commission de promotion de la santé à l'école, donné le 28 avril 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 mai 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.462/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 juillet 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, est modifié comme suit :

« Le service doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, notamment par la production d'une copie certifiée conforme de deux comptes d'exploitation établis selon le modèle fixé en annexe, l'un pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre, l'autre pour la période du 1^{er} janvier au 31 août. La copie de ces comptes est envoyée à l'administration, au plus tard le 1^{er} mai de l'année suivant l'année scolaire pour laquelle les comptes d'exploitation sont rendus. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Bruxelles, le 15 juillet 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du 15 juillet modifiant l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

TYPES DE CHARGE A JUSTIFIER AINSI QUE RECETTES POUR LA PERIODE DU AU

1. *Frais de fonctionnement du service P.S.E.*

60. Frais médicaux

605. Frais médicaux, paramédicaux et similaires

6050. Matériel médical non durable (vaccins, tuberculine, aiguilles, seringues, tiges, abaisse-langues, papier de protection, shampoings, désinfectants, bandages,...)

61. Services et Biens Divers

611. Frais d'occupation des immeubles

6111. Loyer annuel relatif au bâtiment P.S.E.

6112. Entretien des Installations - alarmes et systèmes de détection -

6113. Entretien des extincteurs

6114. Autres

612. Charges relatives à l'entretien et aux réparations bâtiment

6120. Frais de réparations bâtiment (murs)

6121. Entretien environnement bâtiment

6122. Plantations

613. Frais de produits d'entretien (détergent, cire, pledge, javel,...)

614. Frais d'entretien des locaux et de leurs contenus

6141. Petit matériel d'entretien tels que : seaux, brosses, torchons, raclettes,...

6142. Boiseries

6143. Vitres

6144. Serrures

6145. Peintures

6146. Entretien firme de nettoyage

6147. Entretien chaudière et/ou installation gaz, mazout

6148. Ramonage cheminées

615. Eau, Energie, combustibles

6150. Eaux

61500. Utilisation courante (factures société)

61501. Réparations conduites, plomberie

61502. W.C. (réparations)

6151. Chauffage

61510. Gaz (consommation voir factures société)

61511. Mazout (consommation voir factures)

61512. Chauffage d'appoint électrique, souffleries (consommation voir factures société)

6152. Electricité

61520. Eclairage (factures société)

61521. Petit matériel d'électricité (lampes de poche, ampoules, néons,...)

61522. Autres

- 616. Frais d'administration
 - 6161. Achat petit matériel non durable de bureau (bics, papier, feuilles photocopies, enveloppes, classeurs,...)
 - 6162. Achat de fournitures de bureau
 - 61621. Achats fournitures d'imprimerie
 - 616210. Cartes de visite
 - 616211. Etiquettes autocollantes
 - 616212. Papiers à en-tête
 - 616213. Autres
 - 6163. Achat de fournitures informatiques
 - 61630. Cartouches imprimantes
 - 61631. Câbles de raccordements, prises,...
 - 6164. Frais postaux (normal, prior, recommandé,...)
 - 6165. Téléphone, fax, GSM, répondeur, internet
 - 61650. Frais d'utilisation téléphone (factures Belgacom, Mobistar, Base,...)
 - 61651. Frais d'utilisation fax
 - 61652. Frais d'installation postes téléphoniques, raccordements
 - 61654. Internet
- 617. Rétribution de Tiers
 - 6171. Assurances
 - 61711. Assurance incendie
 - 61712. Assurance vol(s)
 - 61717. Assurance contre le vandalisme
 - 6174. Honoraires et traitements pour le comptable
 - 61742. Honoraires comptables
 - 6175. Cotisations (à des fédérations)
 - 61750. F.I.M.S.
 - 61751. A.P.I.
 - 61750. Autres cotisations
 - 6176. Frais relatifs aux formations, séminaires et stages reçus par le personnel P.S.E.
 - 61760. Formations informatiques
 - 61761. Formations relatives à la santé à l'école
 - 61762. Autres formations
 - 6177. Frais de réunions relatifs aux services P.S.E.
 - 61770. Frais de réceptions en rapport avec des réunions de service
 - 61771. Frais de réunions, séminaires, colloques,...
 - 61772. Autres frais de réunions
- 618. Documentation, ...
 - 6182. Catalogues, brochures, imprimés, revues relatifs à la santé à l'école
 - 6185. Documentation relatifs à la santé à l'école
 - 6186. Documentation scientifique
- 619. Autres charges de fonctionnement
 - 6191. Frais de transports P.S.E.
 - 61920. Transports payés aux autocaristes (forfait établi : € 1,40 ou 1,80)
 - 61921. Frais de déplacements du personnel médical et paramédical
 - 619210. Infirmières P.S.E.
 - 619211. Médecins P.S.E.
 - 619212. Autres membres du personnel P.S.E. (président, comptable, directeur,...)
 - 6195. Autres dépenses de fonctionnement (vêtements de travail)
 - 61950. Tabliers blancs infirmières
 - 61951. Tabliers médecins
 - 61952. Nettoyage vêtements de travail
- 62. Rémunérations, Charges sociales et pensions
 - 620. Salaires, rémunérations brutes
 - 6200. Infirmières P.S.E.
 - 6201. Assistantes sociales et aides administratives P.S.E. ou assimilés
 - 6202. Personnel ouvrier, personnel d'entretien P.S.E. (femme d'ouvrage ou firme de nettoyage)
 - 6203. Autres (engagement sous contrat de personnel d'expertise,...)
 - 6204. Médecins
 - 621. Honoraires
 - 6210. Médecins P.S.E.
 - 6211. Autres (vaccinations, médecine du travail, médecine sportive, PMS, nourrissons, pré et post natale, O.N.E.)

- 622. Charges sociales légales
 - 6220. O.N.S.S. Patronale
 - 62200. Infirmières P.S.E.
 - 62201. Assistantes sociales et aides administratives P.S.E. ou assimilés
 - 62202. Personnel ouvrier, personnel d'entretien P.S.E. (femme d'ouvrage ou firme de nettoyage)
 - 62203. Autres (à préciser)
 - 62204. Médecins
 - 6222. Assurances-loi
 - 62220. Infirmières P.S.E.
 - 62221. Assistantes sociales et aides administratives P.S.E. ou assimilés
 - 62222. Personnel ouvrier, personnel d'entretien P.S.E. (femme d'ouvrage ou firme de nettoyage)
 - 62223. Autres (à préciser)
 - 62224. Médecins
 - 6223. Assurances-responsabilité civile
 - 62220. Infirmières P.S.E.
 - 62221. Assistantes sociales et aides administratives P.S.E. ou assimilés
 - 62222. Personnel ouvrier, personnel d'entretien P.S.E. (femme d'ouvrage ou firme de nettoyage)
 - 62223. Autres (à préciser)
 - 6224. Autres assurances relatives au personnel (à préciser)
- 63. Amortissements, Provisions pour risques et charges
 - 630. Dotations aux amortissements sur immobilisations
 - 6300. Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles
 - 63000. Concessions, brevets, licences, savoir-faire, logiciels,...
 - 6301. Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles
 - 63010. Mobilier et matériel de bureau
 - 630100. Photocopieuse, fax
 - 630101. P.C., imprimantes, table de P.C.
 - 6302. Dotations aux amortissements sur matériel roulant
 - 63020. Véhicule (en cas d'achat)
 - 6303. Dotations aux amortissements sur matériel médical durable
 - 63030. Table d'examen, balance,...
 - 6304. Dotations aux amortissements sur installation matériel de sécurité
 - 63040. Installation porte(s) coupe feu
 - 63041. Alarme(s) et détection
 - 63042. Extincteurs
 - 63043. Autres
 - 635. Dotations aux provisions pour risques et charges
 - 6350. Provisions en cas de départ anticipé d'un membre du personnel
 - 6351. Dotations sur idem
 - 6352. Utilisations et reprises provision (-) sur idem
 - 636. Dotations aux provisions pour gros entretiens et réparation
 - 6360. Provisions pour travaux de gros entretien et réparation uniquement sur bâtiment P.S.E.
 - 6361. Dotations sur idem
 - 6362. Utilisations et reprises provision (-) sur idem
- 64. Autres charges d'exploitation
 - 643. Charges d'exploitation diverses
 - 6430. Taxe sur patrimoine A.S.B.L.
 - 6431. Timbres fiscaux
- 65. Charges financières
 - 650. Charges de dettes
 - 6501. Emprunts contractés
 - 65010. Vis-à-vis des banques
 - 65011. Vis-à-vis des communes, intercommunales et provinces
 - 65010. Emprunts contractés ailleurs
 - 657. Frais de banque
 - 6570. Intérêts sur découverts bancaires
 - 658. Intérêts dus à d'autres organismes
 - 659. Commissions sur ouverture de crédit
- 66. Charges exceptionnelles
 - 664. Pénalités et amendes diverses
 - 6641. Intérêts de retards à l'O.N.S.S.
 - 6642. Intérêts de retards au précompte professionnel
 - 665. Régularisations de subventions des années précédentes
- 2. *Recettes liées aux subventions reçues de la C.F. et/ou à d'autres organismes*
- 74. Autres produits d'exploitation
 - 740. Subsidés de fonctionnement (C.F.)
 - 7401. Avance(s) reçue(s) sur subvention(s) relative(s) au forfait par élève sous tutelle de l'année (enseignement obligatoire et supérieur hors universités)
 - 7402. Régularisation(s) subvention(s) de la même année

- 741. Autres subsides de fonctionnement (C.F.)
 - 7410. Régularisation subvention(s) liée(s) à l'année scolaire précédente
 - 7411. Différence de régularisation de subventions
 - 7412. Ristourne O.N.S.S. retards (amendes)
- 742. Autres subsides divers hors C.F.
 - 7420. Etablissements publics intervenants
 - 74200. Participations communes affiliées (communes à ventiler)
 - 7421. Dons, libéralités
 - Organisme donateur à préciser :
 - 74210. Don(s) en nature
 - 74211. Don(s) en espèces
 - 7422. Produits d'autres activités (Ristournes, Rabais, Remises obtenus)
 - 74220. Ristournes d'assurances
 - 74221. Autres ristournes
- 75. Produits financiers
 - 751. Produits des placements de trésorerie
 - 7510. Carnets de dépôts, livrets-intérêts
 - 7511. Comptes à terme
 - 752. Produits des valeurs disponibles
 - 7520. Compte(s) courant(s) : à préciser

Vu pour être annexé à l'arrêté du 15 juillet 2003.
Bruxelles, le 15 juillet 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3436

[C — 2003/29417]

15 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op de artikelen 20 tot 24;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, inzonderheid op de artikelen 19 en 20;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, inzonderheid op artikel 8, zoals gewijzigd bij het besluit van 20 juni 2002;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 28 april 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 april 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 8 mei 2003 over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies nr. 35.462/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van 15 juli 2003,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8, lid 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, wordt als volgt gewijzigd :

« De dienst moet de besteding van de ontvangen bedragen verantwoorden, inzonderheid door het opstellen van een voor eensluidend verklaard afschrift van twee exploitatierekeningen, waarvan model in bijlage, één voor de periode van 1 september tot 31 december, en een tweede voor de periode van 1 januari tot 31 augustus. Het afschrift van deze rekeningen wordt aan het bestuur toegezonden, ten laatste op 1 mei van het jaar dat volgt op het schooljaar waarvoor de exploitatierekeningen worden ingediend. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Brussel, 15 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL